

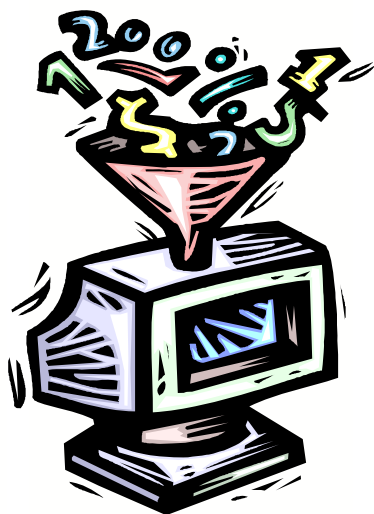
## Un nouveau groupe de travail veut dresser un portrait complet du traitement des toxicomanies au Canada

En 2005, un rapport du CCLAT recommandait la création d'un réseau national de collecte et d'analyse des données sur le traitement des toxicomanies au Canada, ce qui est près de se concrétiser grâce au Centre et au Conseil exécutif canadien sur les toxicomanies (CECT).

Dans ce rapport, *Indicateurs de traitement des toxicomanies au Canada : survol de l'environnement* (Action Nouvelles vol. XV n° 2), l'analyste principal des politiques Gerald Thomas avait affirmé que le traitement des toxicomanies semblait généralement mal coordonné ou intégré de manière plutôt lâche dans les tentatives globales faites pour améliorer les technologies de l'information et de la communication dans le secteur de la santé. Et surtout, le rapport mettait en évidence l'absence de discussion sur l'uniformisation des exigences en matière de rapports ou sur des questions relatives à la compatibilité des systèmes de données sur les toxicomanies au Canada.

Le CECT a étudié le rapport du CCLAT lors d'une réunion à la mi-2005 et a ensuite décidé d'appuyer et de financer un Groupe de travail national sur les indicateurs de traitement. Le groupe de travail s'est réuni pour la première fois en mars dernier et a déjà établi les grandes lignes de trois projets qui devraient favoriser la collecte, la diffusion et l'analyse de données sur le traitement des toxicomanies au Canada.

Le 1<sup>er</sup> projet, *Documenter et évaluer l'état actuel des services de traitement des toxicomanies au Canada*, décrira les catégories de services, l'offre et la demande de traitement, les problèmes d'accès, les délais d'attente ainsi que d'autres enjeux organisationnels, tels que définis dans les secteurs fédéraux, provinciaux et territoriaux de traitement. Dans le cadre de ce



projet, on aura recours au continuum de traitement « modèle » créé par Wayne Skinner, Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), afin de déceler les lacunes dans les systèmes de traitement. Le chef de ce projet est Patrick Smith, Autorité en matière de services de santé de la C.-B. Son article et le continuum de traitement modèle pourront être consultés lors de l'atelier thématique du Cadre national sur le traitement, les 24 et 25 octobre à Toronto.

Le 2<sup>e</sup> projet, *Élaborer un système pour comparer les données sur le traitement des toxicomanies au Canada*, vise la création d'une matrice permettant de comparer, dans divers secteurs de compétences, des données de base sur les « épisodes de traitement » par rapport au nombre de personnes servies dans chaque catégorie de services, aux problèmes primaires et secondaires, aux substances et aux données démographiques de base de la personne, comme l'âge, le sexe et la race. Ce projet sera dirigé par Gerald Thomas; son rapport prototype utilisera des données de 2004-2005 et sera rendu public au début de 2007.

Le 3<sup>e</sup> projet, *Une analyse qualitative des obstacles à la mise en œuvre de systèmes de collecte de données sur le traitement des toxicomanies au Canada*, permettra d'étudier les obstacles à la mise en œuvre de protocoles de collecte de données et de procéder à au moins une analyse à l'aide de données existantes, ce qui permettra de montrer de quelle façon le recours à ces données peut améliorer le rendement des systèmes. Gerald Thomas dirigera le projet, et la rédaction de son rapport se fera dans la deuxième année du projet qui débutera en avril 2007.

Le CCLAT a créé une page Web où seront affichées des mises à jour sur le projet des indicateurs de traitement. Les lecteurs intéressés peuvent consulter cette page sur le site [www.cclat.ca](http://www.cclat.ca), sous Les sujets et Traitement. □

Vol. XVI n° 3 (septembre 2006)

**Drogue au volant** 2  
Le CCLAT évalue le programme ERD de la GRC

**Consommation des élèves** 2  
En quête de comparabilité provinciale des données

**L'AAAE appuie le Cadre** 3  
Des dirigeants de l'Atlantique appuient le Cadre national

**Évaluer Grand Manan** 3  
Le SEP comme moyen de lutter contre la violence

**Conseillère sur le Nord** 4  
Nomination qui tient compte d'une priorité du Cadre

**Gens et activités** 4  
Nouveaux employés, mises à jour du Web, calendrier

Action Nouvelles est publié par le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, 75, rue Albert, bureau 300, Ottawa K1P 5E7

Site Web : [www.cclat.ca](http://www.cclat.ca)

**Rédacteur en chef :**

Richard Garlick

Communiquez avec le rédacteur si vous désirez recevoir la version électronique d'Action Nouvelles. Tél. : 613-235-4048, poste 230; Téléc. : 613-235-8101

Courriel : [rgarlick@ccsa.ca](mailto:rgarlick@ccsa.ca)

ISSN 1701-4530

Les activités et les produits du CCLAT sont réalisés grâce à la participation financière de Santé Canada dans le cadre de la Stratégie canadienne antidrogue. Les points de vue exprimés par le CCLAT ne reflètent pas nécessairement ceux de Santé Canada.



► Après deux décennies de progrès en matière d'alcool au volant, les défenseurs de la sécurité routière, les décideurs, les législateurs et les policiers commencent à s'inquiéter de la consommation de drogues par les conducteurs. À bien des égards, la drogue au volant est une question plus complexe que la conduite en état d'ébriété.

## CCLAT et évaluation pancanadienne du programme ERD

La GRC a octroyé au CCLAT le contrat d'évaluer la mise en œuvre d'un programme qui permet aux policiers canadiens de lutter contre la drogue au volant, et ce, afin d'optimiser le processus.

Les policiers formés pour être des experts en reconnaissance de drogues (ERD) apprennent à déceler les signes d'intoxication par diverses drogues, tant licites qu'illicites, lors de contrôles routiers. Si un expert soupçonne la présence d'une famille de drogues particulière, le conducteur devra fournir un échantillon de salive, d'urine ou de sang. Le programme ERD est actuellement en vigueur dans toutes les provinces, mais seulement si les suspects acceptent de collaborer. En ver-

tu d'une nouvelle loi fédérale (projet de loi C-16) proposée en avril 2004, les suspects auraient été obligés de se soumettre, au poste de police, à une évaluation ERD. Même si le déclenchement des élections fédérales en janvier 2006 a ralenti les progrès du projet de loi, on s'attend à ce que les Conservateurs déposent une loi semblable.

Doug Beirness et Jacques LeCavalier, experts-conseils du CCLAT, procéderont à une évaluation systématique des mesures prises pour élargir le programme ERD partout au pays. Dans des études précédentes, les deux chercheurs ont prouvé la nécessité d'avoir un programme d'exécution de la loi et en ont déduit que la validité et l'exactitude du programme ERD justifiaient son

expansion dans tout le pays.

Dans la nouvelle phase du projet, les chercheurs modéliseront le processus d'application de la loi, créeront une base de données des cas d'ERD, interrogeront les principaux intervenants, consulteront les nouvelles recherches sur la drogue au volant et le programme ERD, élaboreront une méthodologie pour évaluer les répercussions du programme ERD sur la drogue au volant au Canada, cerneront les domaines où d'autres recherches sont nécessaires, définiront les étapes à suivre pour améliorer le programme et fourniront des services continus de consultation. Pour se familiariser avec le processus ERD, MM. Beirness et LeCavalier s'inscriront aussi à la formation de 2 semaines. □



► Heather Clark, experte-conseil, est responsable de la participation du CCLAT à un projet visant à harmoniser la collecte de données sur la consommation de drogues des élèves dans les différentes provinces. Les décideurs et les responsables de programmes œuvrant dans les domaines de l'intervention et de la prévention tireront parti de cette information uniformisée. De plus, le fait d'être en mesure d'évaluer les similitudes régionales pourrait favoriser la communication et l'établissement de partenariats.

## Comparer les données sur la consommation des élèves

Le CCLAT a réalisé des progrès considérables dans l'atteinte d'un consensus avec des partenaires nationaux et provinciaux (9 provinces et 2 territoires) relativement à l'harmonisation, entre les provinces, de la collecte de données sur la consommation de drogues des élèves.

Les enquêtes auprès des élèves sont une source essentielle d'information sur la prévalence de la consommation et les méfaits connexes et permettent d'identifier les groupes de jeunes à risque. Actuellement, 9 provinces sur 10 effectuent sporadiquement de telles enquêtes, mais les méthodes employées et l'information recueillie varient grandement entre les provin-

ces, ce qui limite les possibilités d'étalonnage et de comparaisons interrégionales.

Ce projet permettra d'intégrer des indicateurs de base aux enquêtes provinciales et territoriales à titre de norme minimale recommandée et d'élaborer des lignes directrices sur l'utilisation de méthodologies comparables entre les provinces. Il fournira aussi le soutien technique nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre des enquêtes sur la consommation de drogues des élèves dans des provinces et territoires qui en sont actuellement dépourvus.

De plus, des efforts sont déployés pour coordonner le projet d'enquête avec une nouvelle initiative réalisée par des partenaires de recherche en

C.-B. et en Ontario en vue de créer un système global de surveillance épidémiologique pour la toxicomanie au Canada. Par exemple, les indicateurs de base mis au point par le groupe en charge de l'enquête chez les élèves seront intégrés à un projet pilote réalisé pour l'initiative de surveillance nationale.

Jusqu'à maintenant, le groupe de travail sur les indicateurs de base a élaboré quelques questions préliminaires sur la consommation d'alcool et de cannabis et les données démographiques. On s'achemine aussi vers un accord sur l'évaluation de l'usage de substances autres que l'alcool et le cannabis, et le groupe discutera de façons de mesurer les conséquences de la consommation de substances. □

## Des dirigeants de l'Atlantique appuient le Cadre national

La Atlantic Association of Addiction Executives (AAAE) a accepté d'appuyer le Cadre national d'action pour réduire les méfaits liés à l'alcool et aux autres drogues et substances au Canada. Jusqu'à maintenant, 32 organismes du pays ont fait de même.

Lors de sa réunion de juin à Moncton (N.-B.), la AAAE a adopté à l'unanimité une résolution d'appui au Cadre, à la suite d'un exposé présenté par Carolyn Franklin, conseillère principale du CCLAT pour le Cadre, et Karen Cumberland, coordonnatrice des politiques pour le programme national Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) du CCLAT.

Créée en 2004, la AAAE offre une tribune pour la définition de positions communes sur les politiques, la prévention,

le traitement, la recherche et la formation en matière de toxicomanie au Canada atlantique. L'association est formée de cadres supérieurs provenant des 4 provinces atlantiques.

Lors de cette réunion, le groupe a aussi examiné l'état d'avancement de certains rapports sur le traitement d'entretien à la méthadone et les troubles concomitants, en plus d'analyser les approches du Canada atlantique pour prévenir et traiter l'usage de méth-

amphétamine et pour s'attaquer à la toxicomanie au travail. Deux comités ont été formés pour s'occuper des communications et de l'élaboration d'une « trousse d'outils pour les employeurs » du Canada atlantique.

Santé Canada et le CCLAT gèrent conjointement le Cadre national. Pour plus de détails et des mises à jour, consultez le nouveau site Web du Cadre à [www.nationalframework-cadrenational.ca](http://www.nationalframework-cadrenational.ca). □



► Carolyn Franklin (à droite) et Karen Cumberland (4<sup>e</sup> à partir de la droite) ont présenté un exposé sur le Cadre national lors de la réunion de juin de la Atlantic Association of Addiction Executives (AAAE) à Moncton (N.-B.). La AAAE fait maintenant partie des 32 organismes du pays ayant donné leur appui au Cadre. Greg Purvis, président de la AAAE, est le 3<sup>e</sup> à partir de la droite (chemise bleue).

## Leçons de Grand Manan : le SEP peut-il faire une différence?

L'incendie d'une maison qui aurait servi au trafic de drogues à Grand Manan (N.-B.) a fait la une des journaux canadiens cet été et a incité le CCLAT à commenter publiquement les répercussions de cet événement sur les politiques et pratiques antidrogue.

Dans une lettre publiée dans le *New Brunswick Telegraph Journal*, le CCLAT a demandé l'adoption d'une approche communautaire globale et holistique de la consommation de drogues et a indiqué que son programme national Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) est un mécanisme permettant de mobiliser les ressources communautaires.

La lettre, signée par Lianne

Calvert, directrice du perfectionnement de la main-d'œuvre, affirme qu'il faut examiner les questions sous-jacentes de la consommation de drogues, comme la santé mentale, l'emploi, le logement et les aptitudes sociales, et élaborer des interventions correspondant aux besoins et aux ressources de chaque collectivité. Le SEP vise à renforcer les capacités communautaires grâce au partage de l'information et à la coordination des services.

La lettre donne des exemples de programmes néo-brunswickois fructueux, dont la Coalition pour une collectivité sans drogue du comté de Charlotte et Partners for a Drug Free Miramichi, programmes interconnectés par le réseau SEP provincial.

Partners for a Drug Free Miramichi a récemment réalisé une étude démontrant que 66 % des jeunes de la région sont vulnérables aux problèmes de toxicomanie. Le groupe cherche donc à définir quels sont les programmes et projets adoptant une approche axée sur la « mise en valeur des atouts » chez les jeunes.

Les atouts externes sont notamment le soutien familial et communautaires, et les atouts internes, la motivation et l'estime de soi. De plus, Partners for a Drug Free Miramichi sera l'hôte, les 10 et 11 mai 2007, de la conférence Aidons les enfants canadiens à réussir!

Pour plus de détails sur Thrive!, visitez le [www.thrivecanada.ca](http://www.thrivecanada.ca) □



► La police de l'île Grand Manan (N.-B.) affirme que, le 22 juillet dernier, plusieurs personnes s'en sont prises à la maison, avant de la brûler, et ont battu certains des occupants. Selon des voisins, la maison était un repaire de trafiquants. L'attaque a amené le CCLAT à réagir publiquement pour demander l'adoption d'une approche globale et holistique de la consommation de drogues.

Photo de Candace Maclean, *New Brunswick Telegraph Journal*.

## La famille du CCLAT s'agrandit



► Au cours des dernières semaines, le CCLAT a souhaité la bienvenue à plusieurs nouveaux employés. *De gauche à droite* : **Matthew Graham**, conseiller en politiques, **Rebecca Jesseman**, analyste des politiques, et **Karine Plouffe**, coordonnatrice des politiques de perfectionnement de la main-d'œuvre. Pour une liste complète des employés du CCLAT et leurs coordonnées, visitez le [www.cclat.ca](http://www.cclat.ca) et cliquez sur *Au sujet du CCLAT*.

## Nouvelle conseillère sur le Nord

Le CCLAT a nommé Rachel Dutton-Gowryluk à titre de conseillère principale sur le Nord canadien. Elle collaborera avec des organismes, des ministères, le secteur privé et des groupes autochtones du Nord afin de mobiliser des appuis pour régler les problèmes de toxicomanie. *Tendre la main au Nord canadien* est l'une des priorités du Cadre national.

Dans son dernier emploi, Rachel était gestionnaire de projets pour les Services de base en santé mentale et toxicomanie des T.N.-O., où elle agissait aussi à titre de coordonnatrice pour le projet national

Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) du CCLAT. Rachel sera en poste à Winnipeg, où elle a obtenu un baccalauréat supérieur en psychologie de l'Université du Manitoba en 1993. □



► Rachel et Sakic le husky sibérien, dans la toundra, à Cambridge Bay (Nunavut).

## Popularité du Congrès des usagers

Le dernier numéro d'*Action Nouvelles* contenait un article sur la 1<sup>re</sup> édition du Congrès des usagers de drogues canadiens, tenu à Vancouver en mai. Après la parution, l'un des organisateurs du Congrès nous a avisés que nous avions sous-estimé le nombre de participants. Selon lui, les organisateurs ont dû limiter les invita-

tions à 80 en raison de limites d'espace, mais en fin de compte, une soixantaine de consommateurs canadiens étaient présents. De plus, on avait invité, à titre de « personnes-ressources spécialisées », une dizaine d'usagers activistes provenant notamment de l'Angleterre, l'Australie, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Macédoine, l'Irlande et les États-Unis. □

## Activités

Pour obtenir des détails à propos de ces activités ou autres événements, ou pour proposer une activité, consultez le Calendrier des événements à [www.cclat.ca](http://www.cclat.ca)

22 au 25 oct.—3rd International Conference on Alcohol and Harm Reduction. Le Cap (Afrique du Sud), [www.alcoholconference.org/](http://www.alcoholconference.org/) (alcohol@q4q.nl). Tél. : +31 20 3303 449; téléc. : +31 20 3303 450.

25 au 27 oct.—Conférence annuelle de l'Association pour la santé publique de l'Ontario. Cornwall (Ont.), <http://www.ophaconference.ca/pages/francais.html>.

26 et 27 oct.—2006 ActionNorth Conference (sur la toxicomanie au travail). Prince George (C.-B.), [www.actionnorth.net/an2006/index.php](http://www.actionnorth.net/an2006/index.php) (infoonccsa@mag-net.com). Tél. : 250-649-4000; téléc. : 250-649-4003.

5 au 8 nov.—4th Annual Making Gains Conference in Mental Health and Addictions: Healthcare Transformation in Ontario—Evolution or Revolution? Scarborough (Ont.), [www.ontario.cmha.ca/content/inside\\_cmha/making\\_gains.asp](http://www.ontario.cmha.ca/content/inside_cmha/making_gains.asp) (rachelandassoc@xplornet.com). Tél. : 705-454-8107; téléc. : 905-384-1675 ou 705-454-9792.

9 au 12 nov.—6th National Harm Reduction Conference: Drug User Health—The Politics and the Personal, Oakland (CA), [www.harmreduction.org/6national/](http://www.harmreduction.org/6national/). Tél. : 212-213-6376.

9 au 12 nov.—56<sup>e</sup> Congrès annuel de l'Association des psychiatres du Canada. Toronto, [www.cpa-apc.org](http://www.cpa-apc.org) (conference@cpa-apc.org). Tél. : 613-234-2815, poste 242.

16 au 18 nov.—Western Canadian Conference on Mental Health & Addiction. Richmond (C.-B.), [www.healthquest.ca/](http://www.healthquest.ca/) (occhealth@infoserve.net). Tél. : 1 888 877-4777 ou 604-718-6929; téléc. : 604-270-4684.

17 et 18 nov.—Let's Talk About Addictions: Living with Addictions. Kamloops (C.-B.), [rwebster@tru.ca](mailto:rwebster@tru.ca). Tél. : 250-377-6085; téléc. : 250-371-5697.

20 nov.—Wellness Walk (de 12 h à 16 h), Downtown Friendship Centre, Calgary, [gloria.pipes@aadac.gov.ab.ca](mailto:gloria.pipes@aadac.gov.ab.ca). Tél. : 403-297-3337; téléc. : 403-297-4592.

19 au 22 nov.—World Forum 2006: Future Directions in Child Welfare. Vancouver, [www.worldforum2006.ca](http://www.worldforum2006.ca) (WorldForum2006@gov.bc.ca). Tél. : 1 866 660-9704.

## Nouveautés sur le site du CCLAT

Voici quelques ajouts récents au site Web du CCLAT :

► Une fiche de renseignements, *L'automutilation chez les femmes criminalisées*, offre tout d'abord une définition qui s'éloigne des définitions habituelles axées sur les blessures physiques. L'automutilation peut se caractériser par un large éventail de comportements physiques, sociaux, émotionnels ou spirituels, notamment l'abus d'alcool et de drogues.

► *Politiques et programmes de réduction des méfaits pour les jeunes* est la 2<sup>e</sup> publication d'une série de 4 documents du CCLAT sur la réduction des méfaits pour certaines popula-

tions au Canada. Le rapport se penche sur les travaux de recherche en cours sur le sujet et sur la controverse entourant le recours chez les jeunes à des approches non fondées sur l'abstinence. Vous pouvez commander ces publications à [info@ccsa.ca](mailto:info@ccsa.ca) ou les télécharger à la rubrique Quoi de neuf au CCLAT? à [www.cclat.ca](http://www.cclat.ca).

► Il est possible de consulter en ligne ([www.cclat.ca](http://www.cclat.ca), sous Perfectionnement de la main-d'œuvre puis Symposium) les présentations faites lors du Symposium estival national sur les toxicomanies 2006, dont le thème était *Travailler en collaboration : Partenariats et continuum de services*. □